



LA PERCEPTION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES ZONES CÔTIÈRES DU SÉNÉGAL

Fiche d'information

www.oxfam.org



OXFAM

FICHE D'INFORMATION - NOVEMBRE 2023

La dimension cognitive du changement climatique reste peu investie. Or, les stratégies d'adaptation endogènes des communautés dépendent fortement de leur perception des risques liés au changement climatique. Une analyse des représentations et des perceptions des individus sur le changement climatique permet de renforcer la capacité d'adaptation des territoires face à ce phénomène.

Dans cette analyse, les relations d'interdépendance entre la perception, le savoir et les stratégies d'adaptation montrent comment les communautés vivant sur la zone côtière du Sénégal interprètent le changement climatique notamment dans les domaines de l'agriculture, des ressources en eau, et des zones côtières.

La prise en compte de ces représentations va dans le sens d'une co-construction et de l'acceptabilité des stratégies d'adaptation.

Elle permet aux acteurs étatiques et non-étatiques de comprendre plus clairement les besoins des communautés en matière de politiques publiques climatiques tandis que les médias peuvent identifier les leviers sur lesquels agir pour développer des campagnes d'information publique sur le climat efficaces afin de réduire la vulnérabilité des communautés en cas d'aléas climatiques.

© Oxfam International novembre 2023

Ce document d'information a été rédigé par :

Dr. Serigne Momar Sarr, Dr. Adama Faye, Dibor Sarr Faye, Thierno Sarr.

Responsable de recherche : Mohamadou Fadel Diop.

Évaluatrices : Seynabou Sy Ndiaye, Astrid Nilsson Lewis, Fatma Sylla Touré.

Édition: Thialy Faye, Maramé Diop, Khady Seck Diop, Issaka Ouandaogo, Mohamadou Fadel Diop.

Équipe technique : Oxfam au Sénégal

Oxfam remercie Abdou Salam Thiam, Albert Yéra Boubane, Oulimata Barry, Khar Ndiaye, Stephanie Smith, Oumar Sall, Pr Boubacar Fall, les membres de l'équipe d'Oxfam au Sénégal ainsi que les représentants et représentantes des organisations communautaires de base (OCB) et des organisations de la société civile (OSC) pour leur assistance dans la réalisation de ce document.

Copy editing: Filogis Traduction

Graphisme et design : Assane Diop

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation doit être accordée et des frais peuvent être demandés. E-mail : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Photo de couverture : Albert Yéra Boubane



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Sénégal est exposé à divers aléas climatiques et son économie est fortement sensible au changement climatique. Les politiques d'adaptation, quoique volontaristes, manquent de systématisation pour rendre les systèmes socio-écologiques robustes et résilients. Pis encore, les populations ont encore du mal à reconnaître le phénomène du changement climatique et les conséquences qui lui sont associées en fonction des différents répertoires de cognitions. C'est dans cette perspective, qu'en 2021 et en 2022, Oxfam a lancé, au Sénégal, les projets *Activistes africains pour la justice climatique (AACJ)* et *Ford Climate Media Collaborative* dont les objectifs sont d'utiliser les communications pour défendre les droits des communautés et changer les récits en faveur de la justice économique et de la sensibilisation au changement climatique. Ainsi, cette étude qui porte sur la perception du changement climatique dans les zones côtières du Sénégal a été réalisée dans le but de produire des évidences qui formeront la base du plaidoyer d'Oxfam, ses partenaires et les communautés. En clair, l'étude vise à comprendre et comparer la perception du changement climatique dans les zones côtières du Sénégal, en mettant l'accent sur la biodiversité, la zone côtière et les ressources en eau. Ainsi, neuf localités des côtes sénégalaises, à savoir Saint-Louis, Loumpoul, Dakar (Fann), Guéréo, Bargny, Palmarin, Kafountine, Diogué et Kabrousse ont été choisies pour mener l'enquête.

Au terme de cette étude, le profil des enquêtés, du point de vue sociodémographique et socioprofessionnelle, indique les mêmes caractéristiques que l'ensemble du Sénégal. Les connaissances sur le changement climatique sont limitées auprès des communautés, sauf s'il s'agit d'identifier les conséquences factuelles et autres impacts comme l'érosion côtière, les vagues de chaleur, les vents violents, la raréfaction des produits halieutiques, le retard de l'installation des pluies, les problèmes d'approvisionnement en eau... ; ce qui indique quelquefois un amalgame à leur niveau entre changement climatique et dégradation de l'environnement, même si l'enquête qualitative a permis de recenser les termes à partir desquelles le phénomène est qualifié : « sopéeku alam bi » ou dégradation de l'environnement, « sopéeku jaw ji » ou changement du climat, « sopéeku jamono ji » ou changement de l'environnement « Gééj gi daffa aaye » ou la mer agitée, « Look », « Aaye », « Seer », « Kàajji » et « Jàw ji daa tang » pour dire réchauffement de l'environnement.

Aussi, lorsque 45,6 % des personnes enquêtées estiment que le changement climatique est d'origine naturelle, c'est parce que la sanction divine est indexée comme étant la cause principale, sans ignorer, par ailleurs, le facteur anthropique notamment dans le domaine de l'industrie, qualifié de « l'action démesurée de l'homme ». Les impacts sur la biodiversité terrestre sont réels la pauvreté des sols et leur salinisation.

Dans le domaine maritime, le constat à Bargny du prix du papier de la sardinelle ronde ou de l'allache, localement appelée « yaboye », qui passe de 1€5 à 68 voire 75€ en l'espace de moins de cinq ans, est révélateur de l'ampleur de la raréfaction des principales ressources qui font vivre les communautés. L'assèchement des cours d'eau est observable le long du littoral notamment à Guéréo, même si le problème de recharge de la nappe est en partie liée au poids démographique et à l'aménagement touristique qui vont au-delà des capacités techniques des forages ; ce qui implique que tout n'est pas à mettre au dos du changement climatique.

**...les populations
ont encore du mal
à reconnaître le
phénomène du
changement climatique
et les conséquences qui
lui sont associées...**

Eu égard à cette situation, les communautés côtières tentent tant bien que mal de s'adapter. Dans leur perception, la tradition intervient encore en ce sens que la sollicitude des génies protecteurs demeure fonctionnelle, même si le processus de transmission à la jeune génération n'est pas effectif. Par ailleurs, la perception sur l'existence factuelle du changement climatique est une condition d'adaptation ou non. On remarque que les personnes scolarisées sont plus enclines à l'adaptation que celles qui ne sont pas instruites. Même si les mesures habituelles d'adaptation telles que la sensibilisation aux réglementations et aux bonnes pratiques liées à la pêche, l'introduction de variétés de cultures adaptées, la maîtrise de l'eau, l'interdiction du prélèvement de sable marin, le reboisement, etc. l'ampleur du problème est à tel enseigne qu'elles ne suffisent pas. Elles exigent, de ce point de vue, des mesures fortes, notamment l'arrêt de l'octroi des licences de pêche, la mise en place de brise-lames, la migration environnementale et la recherche d'autres métiers qui se posent comme des alternatives de taille. Enfin, l'adaptation est vécue différemment selon le genre. En effet, les femmes sont doublement affectées du fait de leur condition féminine au sein des ménages et de leur dépendance aux ressources naturelles dans leur activité de transformation et de commercialisation des produits halieutiques et de

récolte et de commercialisation des produits maraichers. Toutefois, elles jouent un grand rôle dans l'adaptation notamment en termes d'engagement, de mobilisation et de sensibilisation. De la même sorte, les jeunes se montrent déjà disponibles pour la sensibilisation et le reboisement. Mais ce sont les hommes qui ont plus de chance de participer à des séminaires, sans réellement servir de relais. Il y a, qui plus est, le fait que les décideurs n'impliquent pas assez les populations dans les politiques d'adaptation ; ce sont plutôt les ONG qui se voient décerner un satisfécit pour leur intervention.

L'enquête quantitative révèle que près de 43,1 % des personnes interrogées ont un faible engagement ou aucun engagement personnel pour atténuer les effets du changement climatique sur la biodiversité, tandis que 56,9 % montrent un engagement modéré. Il faut noter qu'il y a le manque d'accès à l'information climatique et à l'éducation environnementale qui favorise le faible engagement. Le traitement médiatique n'est pas favorable aux questions écologiques ; d'où nécessité de mieux connaître les perceptions des populations pour mieux articuler et réussir les politiques d'adaptation dans une perspective d'acceptabilité sociale, à travers une approche communicationnelle médiatisée.

MÉTHODOLOGIE ADOPTÉE

L'étude porte sur les perceptions du changement climatique au Sénégal. Elle est donc éminemment sociologique. Car, les perceptions sont abordées par les représentations sociales, qui sont le concept structurant de la sociologie. En clair, il a été question de faire ressortir les relations d'interdépendance qui lient les trois concepts (perception, savoir et stratégies d'adaptation). L'analyse systémique a été utilisée pour montrer comment les communautés interprètent le changement climatique notamment dans les domaines de la biodiversité terrestre et maritime, des ressources en eau et des zones côtières. D'ailleurs, l'analyse systémique est une vision qui intègre « les liens entre changement climatique, santé, sécurité alimentaire, habitat, et tous les autres enjeux sociaux qui affectent les populations » afin d'aider au mieux à la prise de décision.

L'étude est bornée sur les côtes sénégalaises, en fonction des trois secteurs, que sont la biodiversité terrestre et marine (y compris l'agriculture et la pêche au sens large de leurs sous-secteurs), la zone côtière et les ressources en eau, pour apprécier les perceptions sur le phénomène du changement climatique. Par conséquent, les sites choisis sont le fruit de leur sensibilité et leur expressivité par rapport aux effets induits du changement climatique, au regard des ressources multiformes qu'ils concentrent et procurent, mais aussi de leur distribution spatiale à l'intérieur de la sous-zone d'appartenance, le long de la côte : grande côte, petite côte, sud-ouest.

Au surplus, le choix est guidé par l'expérience de recherche sur la thématique et le travail de terrain et de documentation des dernières années ; en évitant au mieux de s'intéresser à des sites déjà saturés qui n'apportent plus d'informations nouvelles. En conséquence, les sites d'enquêtes retenues sont : Saint-Louis, Lompoul, Dakar/Fann, Bargny, Guéréo, Palmarin, Kafountine, Diogué et Kabrousse. Le choix de ces localités permet de prendre en compte l'hétérogénéité des situations d'un point de vue géographique (nord, centre, ouest et sud ; capitale, villes secondaires, îles, village), socioéconomique, culturel, mais également selon le niveau d'expressivité du phénomène du changement climatique.

Pour rendre intelligible la perception du changement climatique sur les côtes sénégalaises, il s'est avéré nécessaire de procéder à une démarche méthodologique qui a la primeur d'entrecroiser des données quantitatives et qualitatives. Sous ce rapport, les méthodes de recherche quantitative et qualitative ont été simultanément employés pour entrecroiser les informations, qui de la mesure, qui du sens, afin de ressortir une analyse de contenu classificatoire de l'entendement, effets induits, attitudes, adaptation, communication et engagement, information et éducation... sur le changement climatique.

EVIDENCES CLES SUR LA PERCEPTION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE AU SENEGAL

PERCEPTION DES CAUSES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- **47 % des personnes enquêtées soutiennent que la nature du changement climatique est d'origine naturelle** tandis que 46 % ont témoigné que c'est l'action démesurée de l'homme qui est à l'origine du changement climatique.
- 48 % des personnes enquêtées tirent leurs connaissances de la tradition, 31 % de la science et seulement 15 % de la religion. Ce qui démontre que la population a une connaissance limitée sur la science et les causes scientifiques réelles du changement climatique. Cette ignorance de la majorité de la population sur les phénomènes climatiques s'explique par le manque d'instruction. La justification de la « volonté divine » apparaissant ipso facto, à Saint-Louis, Lompoul, Kafountine, Palmarin, etc.
- 60 % des personnes enquêtées soutiennent qu'il existe bel et bien des sanctions divines sur les phénomènes climatiques. Par contre, 29 % ne croient pas à la sanction divine ou mystique.
- Parmi les différentes causes qui sont perçues à l'origine du changement climatique, on note que la modification naturelle du climat représente la réponse la plus importante avec une part de 62 % de l'échantillon. Les causes anthropiques suivent avec une part de 56 %. Les causes surnaturelles et divines représentent à eux deux moins de 67 % de l'échantillon.

47 % DES PERSONNES ENQUÊTÉES SOUTIENNENT QUE LA NATURE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EST D'ORIGINE NATURELLE



PERCEPTION DES CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

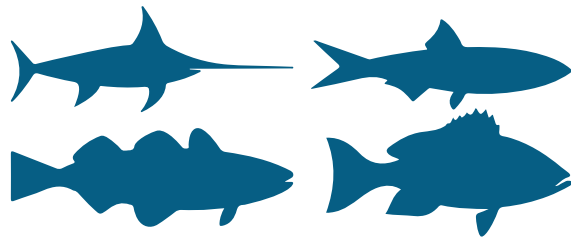
- **Parmi les conséquences du changement climatique, l'existence des phénomènes de sécheresse est affirmée par 66 % des personnes enquêtées** contre 47 % de réponses négatives. On distingue respectivement la salinisation qui représente 17 % de la

valeur de l'échantillon, les houles 22 %, les vents violents 33 %, la sécheresse 42 %, les hautes marées 44 % et en plus important les inondations à 63 %. Les inondations représentent l'évènement extrême le plus distinctif. Cela peut être expliqué par l'exposition des côtes à l'océan, en plus de la proximité des activités des populations d'avec la mer. Il en est aussi du déficit d'aménagement qui voit les gens habiter dans des zones non aedificandi.

- A Lompoul, il a été signalé la disparition de certaines espèces animales telles que le chacal et le singe. Cela y est grandement lié par le déboisement dont la zone fait l'objet depuis des années, ainsi que par l'avancée du désert à certains endroits.
- Au niveau de l'échantillon, 64 % estiment que la perte de la biodiversité est due au changement climatique. 68 % des personnes enquêtées ont témoigné de la disparition de plusieurs espèces végétales.
- **71 % des enquêtés ont noté la disparition des espèces halieutiques de nos côtes. Seuls 19 % ont révélé l'apparition de nouvelles espèces.** Cela dit, il y'a plus d'espèces qui disparaissent qu'apparaissent. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène notamment la pêche à haute intensité sur les côtes sénégalaises, le type de pêche appliqué par les étrangers avec l'utilisation des petits filets, le réchauffement climatique, l'usage de certains produits toxiques, etc.

71%

des enquêtés ont noté la disparition des espèces halieutiques de nos côtes



- Plus de 160 espèces halieutiques sont présentes dans la côte sénégalaise. Parmi elles, on peut tout d'abord citer le mérrou ou « Cof » ou encore mérrou bronzé qui, selon plusieurs personnes enquêtées, est une espèce en voie de disparition. Il est cité 138 fois comme étant une des espèces qui se fait désirer chez les pêcheurs et les consommateurs.
- De nombreuses espèces bondaient les côtes sénégalaises mais, maintenant, à

POUR S'ADAPTER OU FACE FAIRE FACE AUX IMPACTS SUR LA ZONE CÔTIÈRE...



76%

sont pour l'interdiction des prélèvements de sable marin



40%

conseillent la sensibilisation



40%

optent pour le reboisement

cause de leur rareté, les pêcheurs sont obligés de naviguer dans les eaux des pays limitrophes ou de faire recours à la migration saisonnière ou même clandestine puisque, selon certains, le métier ne nourrit plus ses hommes. Cette situation impacte considérablement les femmes qui s'activent, le long des côtes, sur la transformation et la commercialisation des produits de mer.

- Nombreux sont les interviewés qui donnent l'exemple de l'évolution du prix du poissons comme attestant de sa raréfaction : à Lompoul, si le kilogramme de sardinelle « Yaboy » était de deux cents, il est maintenant à 2€ ; tandis qu'à Bargny, le panier est passé de 1€5 à 68 et 75€ en l'espace de moins de cinq ans.
- Les problèmes les plus importants que subissent les zones sont la destruction d'habitats (45 %), le recul du trait de côte (44 %), la submersion marine (38.6 %) et la régression des superficies de mangrove (28 %). Parmi les impacts, le recul de la ligne du rivage est plus noté dans les zones de Dakar/Fann, Guéréo, Lompoul et Palmarin, alors que la submersion marine est notée à Bargny, Guéréo et Palmarin.
- L'avancée de la mer, appelée en wolof « Waamé », est observable le long des côtes. Les pêcheurs et les mareyeurs sont les plus prompts à l'évoquer. Il arrive même qu'ils évoquent la distance qui sépare la terre ferme à la mer, pouvant aller de 1 km à 20 km aujourd'hui.

INFLUENCE DE LA PERCEPTION SUR LES STRATÉGIES D'ADAPTATION DES COMMUNAUTÉS

- Parmi les personnes enquêtées, 43 % jugent que les rites sont déterminants pour la procuration de bonnes ressources. 45 % des personnes enquêtées croient à l'existence d'un génie protecteur et de son influence sur leur survie. Les rites sont pratiqués en majorité par les hommes (40 %), suivis des femmes (35 %) et les jeunes qui occupent la dernière position avec 2 %.
- Pour s'adapter aux impacts liés aux ressources en eau, les personnes enquêtées utilisent différentes techniques que sont la récupération des eaux de pluies avec 50 % des réponses, la sensibilisation de la population sur la nécessité de gestion de la ressource avec 50 %, la motivation des femmes et des jeunes dans la gestion et la planification des ressources en eau au niveau local avec 30 %, la mise en place de systèmes d'exploitation durable des eaux avec 28 % et l'utilisation de mesures d'économie de l'eau à grande échelle 13,20 % .
- Pour s'adapter ou faire face aux impacts sur la zone côtière, les trois propositions les plus citées sont l'interdiction du prélèvement de sable marin avec 76 % des avis, 40 % pour la sensibilisation sur les réglementations et les bonnes pratiques (pêche, activités sur la zone côtière, etc.) et 40 % optent pour le reboisement/plantation (à l'exemple de la mangrove).
- Pour faire face aux impacts dans le secteur agricole, le choix de variétés résistantes à la chaleur est la mesure principale d'adaptation avec un taux de réponse de 41 %. Il s'y ajoute l'irrigation (31 %) pour atténuer la sécheresse de la terre, l'utilisation de forages locaux à hauteur de 28 % et la mise en place des bassins de rétention à hauteur de 25 %.
- A Bargny, les pêcheurs ont pris pour habitude d'aller à Kafountine au sud ou à Tandié,

un village de la Gambie, pour faire quelques prises intéressantes. Si ce n'est pas le cas, ils optent de plus en plus pour la migration clandestine à destination de l'Europe.

- L'utilisation de certains types de filets de pêche comme le monofilament sont interdits.
- Dans la zone de Palmarin, des actions de préservation des ressources comme le repos biologique sont appliquées au niveau de l'aire marine protégée (AMP).
- À Diogué, les Ghanéens, Gambiens et Maliens qui se retrouvaient devant le village ont été obligés de se déplacer vers Elinking et au Cap Skiring du fait de l'avancée de la mer qui emporte leurs lieux de travail.
- À Saint-Louis, on assiste au relogement de beaucoup de familles dans les faubourgs de la ville, à Khar Yallah, sur la route l'université Gaston Berger (UGB).
- Globalement les communautés ne disposent pas de moyens de lutte efficaces contre le changement climatique, tant l'adaptation nécessite de gros moyens. C'est pourquoi à Kafountine comme à Guéréo, les interviewés donnaient l'exemple des brise-lames installées à Saly, comme étant nécessaire à généraliser le long du littoral.
- 87 % de l'échantillon sont d'accord que le gouvernement a le devoir de jouer un rôle fondamental sur les questions climatiques. Même s'il existe des efforts de l'Etat, la capacité d'influence des politiques et décisions sur l'adaptation au changement climatique n'a pas trop de portée en termes de sensibilisation, d'éveil de conscience et de recommandations au profit des communautés.
- Plusieurs fois au cours des entretiens, il est revenu que le pouvoir des femmes en matière de mobilisation sur des enjeux sociocommunautaires ainsi que la promotion et à la réussite des actions collectives n'est plus à démontrer. Mais globalement, elles n'ont pas de connaissances précises et approfondies sur le phénomène du changement climatique pour mener des actions décisives de sensibilisation ou de plaidoyer.

Globalement les communautés ne disposent pas de moyens de lutte efficaces contre le changement climatique, tant l'adaptation nécessite de gros moyens.

PERCEPTION VS CONSCIENCE ET ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE

- Il est ressorti des entretiens à Saint-Louis que les hommes sont plus informés que les femmes sur le phénomène du changement climatique excepté certaines qui occupent des postes stratégiques au niveau des OCB.
- La plupart des jeunes contenus dans l'échantillon, soit 36 %, ne savent pas quel est leur rôle face à ce fléau. Pour d'autres, à hauteur de 22 %, leur rôle en tant que jeune, se résume à des questions de sensibilisation. Par ailleurs, 8 % d'entre eux estiment que les jeunes n'ont aucun rôle dans l'adaptation au changement climatique.
- 43 % des personnes enquêtées n'ont aucun ou peu d'engagement personnel pour

diminuer les effets du changement climatique sur la biodiversité. 64 % des 500 personnes enquêtées ont répondu « Non » à la question posée sur leur implication dans la planification de l'adaptation au changement climatique. Ces chiffres sont alarmants pour les enjeux de durabilité.

- 66 % des personnes enquêtées affirment qu'il n'existe pas une éducation environnementale satisfaisante auprès des jeunes. L'éducation environnementale profite davantage aux jeunes scolarisés tandis que les jeunes non scolarisés, même s'ils se retrouvent dans des activités de pêche ou de maraîchage sensibles au changement climatique, n'ont pas d'information précise sur le phénomène et ses effets induits.
- 74 % des personnes enquêtées affirment qu'elles ne participent pas à des campagnes de sensibilisation pour lutter contre le changement climatique. 76 % des enquêtés répondent par un "Non" à la question de savoir s'ils mènent des actions de plaidoyer pour lutter contre le changement climatique.
- Seul 5 % des personnes enquêtées travaillent de concert avec les médias dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, 84 % d'entre elles ne le font pas. Les personnes enquêtées ont listé des obstacles à une collaboration entre médias et population en ces termes : inaccessibilité des médias, manque de connaissance sur le thème, manque de temps, désintéressement, etc. Ces limites constituent un frein pour une bonne conduite de la lutte contre le changement climatique.

**74 % des personnes
enquêtées
affirment qu'elles
ne participent pas
à des campagnes
de sensibilisation
pour lutter contre
le changement
climatique.**

PERCEPTION DES LIENS ENTRE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PAUVRETÉ

- La pauvreté se ressent au niveau des revenus ménagers. Ainsi 49 % des personnes enquêtées ont des revenus inférieurs à leurs besoins. Seul 49 % affirment la satisfaction contre 2 % d'abstention.
- Les impacts du réchauffement climatique présentent des risques pour l'agriculture familiale. Principalement, les communautés côtières enquêtées indexent la baisse de fertilité des sols comme premier impact. Cette situation s'accompagne naturellement de la baisse des rendements qui est notée comme deuxième impact des variations pluviométriques. La majeure partie de l'agriculture familiale a pour objet de nourrir la famille d'abord et l'écoulement d'une partie, peut-être, ensuite. Ainsi, une baisse des rendements expose les familles à une baisse des revenus et une insécurité alimentaire.
- Si la pauvreté, la stigmatisation et la discrimination sont habituellement les trois principaux problèmes des personnes vivant avec un handicap, les effets du changement climatique viennent accentuer ces problèmes. On constate que près de 40 % ne savent pas comment faire avec eux pour satisfaire leurs attentes. Cela témoigne de l'ignorance de la société sur la situation des personnes handicapées.



- Les bases fondamentales des moyens de subsistance, à savoir l'agriculture, les ressources en eau, les ressources halieutiques et forestières, subissent depuis quelques décennies les impacts de divers aléas climatiques. Avec la faible maîtrise des risques climatiques, l'effet conjugué de ces aléas est souvent de nature à éclipser l'effort consenti par les États pour atteindre le double objectif d'assurer l'émergence économique et le bien-être des populations.

PERCEPTION DES LIENS ENTRE JUSTICE CLIMATIQUE ET JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

- L'expression du facteur anthropique et l'emprunte des activités industrielles sur l'environnement, notamment les industries extractives, accentuent les effets induits du changement climatique tels que la sécheresse. « ... la terre a été en fait tellement agressée que même si vous cultivez, ça ne va pas produire. Il y a des produits qui ont des ingrédients polluants qui ne sont pas favorables à la culture. Tout ce qui n'est pas favorable à une culture est naturellement mauvais pour l'homme ».
- Tout comme le changement climatique, les industries occidentales comme locales causent beaucoup de nuisance à l'environnement. Les enquêtés expriment, à Palmarin, les craintes par rapport à une potentielle pollution de la mer à cause de l'exploitation du pétrole à Sangomar, comme à Saint-Louis avec l'exploitation du gaz, à Lompoul avec l'exploitation du zircon et à Bargny avec la Société Commerciale de Ciments (SOCOCIM Industries) et la centrale à charbon de Sendou sur la qualité de l'air.
- Bien souvent, les populations parlent indistinctement de la dégradation de l'environnement ou des conséquences du changement climatique. La conscience écologique semble être un enjeu de justice à tous les niveaux, qu'elle soit environnementale, économique, sociale, de genre, ou encore cognitive.

RECOMMANDATIONS

ACTIONS POUR AMÉLIORER LA PARTICIPATION CITOYENNE

- 1. Impliquer activement les communautés côtières dans toutes les étapes de la planification, de l'identification des options d'adaptation** et de la mise en œuvre des mesures d'adaptation dans les zones côtières. L'organisation de consultations et de restitutions sera nécessaire pour marquer l'effectivité de l'implication. C'est l'occasion aussi d'intégrer les savoirs locaux des populations eu égard à leurs schèmes représentationnels qui conditionnent leur comportement et leurs pratiques sociales au quotidien et sur la longue durée. Prendre en compte leurs expériences vécues est aussi un moyen de jauger les impacts du changement climatique du point de vue psychosocial et cognitif.
- 2. Tenir compte des besoins spécifiques des femmes, des jeunes et des hommes** dans la planification des stratégies d'adaptation, en veillant à ce que les femmes aient une voix égale dans les processus décisionnels. La prise en compte de la justice genre joue un rôle important dans la réduction des disparités socio environnementales et des inégalités sociales de sexe que renchérissent toujours et déjà les impacts du changement climatique.
- 3. Organiser des causeries avec les groupements de femmes dans les secteurs les plus impactés** par les conséquences du changement climatique pour les informer des causes et des conséquences et de leur rôle en matière d'adaptation.
- 4. Veiller à ce que la voix des jeunes soit audible pour leur avenir immédiat** en créant des cadres de concertation qui leurs sont uniquement dédiés. Les conseils de la jeunesse au niveau des municipalités peuvent servir de point de concordance et d'inflexion, si tant est que la représentation des jeunes répond à un ordre civique plutôt que politique. Les ASC et les associations d'élèves et d'étudiants peuvent agir dans la même mobilisation.

Impliquer activement les communautés côtières dans toutes les étapes de la planification, de l'identification des options d'adaptation et de la mise en œuvre des mesures d'adaptation dans les zones côtières

ACTIONS POUR AMÉLIORER L'ÉDUCATION ET LA SENSIBILISATION

- 1. Accroître la conscience des enjeux climatiques pour faire mieux participer les communautés.** On sait que l'éducation et la sensibilisation jouent un grand rôle, encore qu'il faudrait les adapter en fonction des cibles, jeunes, femmes, hommes, personnes vulnérables ou en situation de handicap. En mobilisant les outils documentés le long des autres recommandations, il s'agira de faire des campagnes médiatiques, des journées portes ouvertes, des camps citoyens, etc. C'est dans l'activisme et l'engagement communautaire qu'il faudra développer le contenu de programmes à partir des informations scientifiques disponibles sur le changement climatique. Il en est de même de l'utilisation des initiatives artistiques et culturelles tels que les graffiti, la



musique et le théâtre pour transmettre des messages sur le changement climatique de manière créative et émotionnelle. Par exemple ici, on peut utiliser les talents de Oumar Pène pour en faire un ambassadeur du climat, tant il est déjà engagé en faveur du climat. Tout comme les jeunes artistes et influenceurs peuvent faire interpréter un tube sur le changement climatique qui pourrait être écrit par les soins des chercheurs et professionnels à partir des découvertes et connaissances scientifiques sur le changement climatique. Il faudra songer à y inclure le récit des communautés, et donc une interprétation à travers toutes les langues nationales. Un « festival du vert » peut même être utilisé. Enfin, c'est dans cet élan de conscientisation qu'il faut également développer des actions pour accroître la mobilisation autour des enjeux climatiques comme : des campagnes, des cadres de dialogue intergénérationnel, des investissements communautaires, des clubs d'environnement, des émulations écologiques comme le set-setal des quartiers, le plaidoyer des OSC, les médias sociaux, des projections de films et des débats publics, etc.

- 2. Faire une sensibilisation pédagogiquement située en fonction de la génération.** Les informations climatiques peuvent varier en fonction de l'âge et du sexe. Toutefois, dans l'optique de sensibiliser les jeunes, les femmes et les hommes, elles peuvent se recouper et donnent à voir ce qui suit : partager les connaissances sur ce qu'est le changement climatique, en relatant ses causes et ses conséquences, en le

Faire une
sensibilisation
pédagogiquement
située en fonction de
la génération

distinguant de la variation climatique ; montrer les bons gestes pour éviter l'empreinte carbone par l'utilisation de l'économie d'énergie, des transports en communs, etc. ; pousser les jeunes à l'engagement civique et le bénévolat afin de sensibiliser le plus grand nombre ; informer des nouvelles découvertes scientifiques qui font évoluer les connaissances sur le changement climatique et de continuer à susciter l'espoir. Dans la même lancée, le renforcement de capacité des jeunes scolarisés à travers les programmes scolaires, des jeunes non scolarisés à partir de leur cercle d'évolution (daara, atelier, quartier...), des femmes à travers leurs organisations de quartier, des hommes à travers leurs activités qui ont souvent des organisations professionnelles doit suivre l'itinéraire de ces groupes pour plus d'adéquation. En clair, la formule des ateliers, des séminaires et des formations peut être adaptée en fonction des cibles et des espaces. Des opportunités de formation peuvent aussi être données à des organisations de jeunes actives dans le domaine de l'environnement, sur l'agriculture durable, la gestion des ressources naturelles, la RSE, les conclusions des COP, etc. A l'engagement communautaire doit s'ajouter le mentorat et le réseautage pour les jeunes ainsi que l'innovation et l'entrepreneuriat pour les femmes et les jeunes. Enfin, pour que l'information et la formation arrivent aux déscolarisés, aux handicapés et aux groupes vulnérables, il faudrait développer des outils adaptés à leurs situations par les professionnels du milieu et des centres socio-éducatifs. A cet effet, il convient d'utiliser un langage simple, des images, des vidéos et des formats accessibles pour faciliter la compréhension. Dans la même enseigne, les podcasts et les enregistrements audio peuvent rendre l'information plus accessible aux personnes ayant des limitations visuelles ou d'apprentissage ou encore malvoyantes.

3. **Développer des programmes d'éducation et de sensibilisation continue pour les communautés côtières** en utilisant les résultats de l'étude et d'autres évidences scientifiques pour informer et éduquer sur la gestion des risques climatiques. Ce pari de la formation et de la sensibilisation doit éviter de se faire au profit de certains acteurs locaux qui sont davantage des « courtiers du développement » que de fidèles relais communautaires. En effet, la participation active des membres de ces communautés est cruciale pour s'assurer que les programmes répondent efficacement à leurs besoins réels. Sur ce, il est nécessaire d'identifier et de former les vrais acteurs locaux ou sociaux pour qu'ils deviennent des facilitateurs compétents. Il est aussi nécessaire d'impliquer d'autres experts, tels que des spécialistes de l'environnement, des chercheurs et des éducateurs, pour garantir la précision des informations transmises. La surveillance continue de l'efficacité des programmes, en collectant les commentaires des communautés côtières, est essentielle pour les adapter et les rendre plus efficaces.

4. **Placer les enjeux et défis écologiques de durabilité au centre des programmes scolaires et universitaires.** L'éducation environnementale passe, comme toute éducation, par le bas. Les jeunes élèves et étudiants constituent, en outre, de puissant relais. Il faudrait donc inclure des modules de formation sur les changements climatiques dans les curricula de formation des jeunes.

Placer les enjeux et défis écologiques de durabilité au centre des programmes scolaires et universitaires.

- 5. Développer l'écocitoyenneté pour assurer la gestion constante de l'environnement de génération en génération.** Les académies peuvent décider de la mise en place de jardins potagers au sein des établissements avec le concours des directions du Ministère l'environnement concernées. Au niveau des universités, cette perspective peut prendre la forme d'un service à la société. Les campagnes de reboisement peuvent être actives à travers leur engagement. Il faudra faciliter l'octroi des plantes depuis les services des Eaux et Forêts aux différentes populations.

ACTIONS POUR AMÉLIORER LES STRATÉGIES D'ADAPTATION

- 1. Mettre en place des systèmes d'alerte précoce (SAP) et de diffusion d'informations climatiques** pour permettre aux communautés côtières de se préparer aux événements climatiques extrêmes. Ici, il s'agit d'être en alerte par rapport à la survenue d'événements extrêmes, tels que les inondations, la submersion marine et les vents violents, qui menacent les habitations, les installations et les infrastructures. En réalité, c'est une question de sécurité humaine.
- 2. Favoriser l'utilisation d'énergie alternative à l'utilisation du bois de chauffe qui entraîne la déforestation.** La coupe de bois reste encore très répandue malgré les campagnes de sensibilisation et les mesures d'interdiction par les services dédiés. Il faudrait donc aller à vers des solutions moins émettrices de GES et moins prédatrices sur les arbres.
- 3. Mieux faire connaître la notion de justice climatique et l'article 25 de la Constitution du Sénégal.** Les populations ont une faible connaissance de leurs droits notamment spécifiques à des domaines relativement nouveaux tels que le climat. Or, les disparités sociales découlent de l'accès aux ressources naturelles. Il y a un grand travail à faire à ce niveau pour l'information afin de mieux orienter leurs participations et leurs revendications à l'occasion. A ce niveau, il convient de développer une relation entre les journalistes et les communautés pour faire avancer la justice climatique, notamment en informant des enjeux de préservation des biens communs et des défis de la durabilité. Pour se faire, non seulement les journalistes doivent privilégier une écoute active sur les attentes des communautés mais aussi rendre disponible l'information liée aux questions écologiques de manière souple par l'emploi d'un langage accessible. Les communautés doivent aussi leur rendre la tâche facile en les alertant sur les situations ou de conditions des cadres de vie, une sorte d'appel à témoin que les journalistes peuvent relayer auprès du grand public et des décideurs.

ACTIONS POUR AMÉLIORER LES POLITIQUES PUBLIQUES

- 1. Favoriser la coordination entre différents secteurs gouvernementaux, les OSC, les ONG et les acteurs privés pour une approche holistique de la gestion des risques climatiques.** Cette coordination sectorielle permet de jauger les meilleures méthodes pour venir à bout de la complexité du phénomène du changement climatique. Elle évite, en fait, la dispersion des initiatives et mesures en faveur de l'adaptation et la compartimentation des stratégies politiques et autres actions citoyennes.
- 2. Promouvoir le développement de l'intercommunalité** face à un problème global et systémique tel que le changement climatique afin d'accorder l'action environnementale

des autorités à l'interconnexion de l'écosystème. Sans le partenariat et la coopération entre les différentes entités territoriales, il n'est pas possible de trouver des solutions durables et intégrales sur des bouleversements qui perturbent tous les équilibres des systèmes socioécologiques. Le développement du leadership local est une voie pour résoudre les problèmes des collectivités. La mise en place d'un mécanisme de suivi des politiques d'adaptation et la dissémination des bonnes pratiques peuvent favoriser, avec l'octroi même d'un prix, l'implication de toutes les forces vives à l'intérieur d'une collectivité.

Promouvoir le
Développement de
l'intercommunalité
face à un
problème global
et systémique tel
que le changement
climatique

- 3. Mettre en place des canaux de communication efficaces entre les communautés, les décideurs politiques, les ONG et les OSC** pour assurer une circulation fluide de l'information sur les risques climatiques et les mesures d'adaptation. Ces canaux de communication peuvent être la télévision, la radio, les sites webs, les médias sociaux, les alertes SMS, les conférences et ateliers, la collaboration avec les écoles, universités et les OCB, etc. L'adéquation d'un canal dépend des cibles en question. En fin, cette communication doit davantage s'orienter vers l'acceptabilité sociale du changement de comportement et de l'adhésion aux actions collectives de reboisement, de sensibilisation, de veille, etc.



- 4. Plaider en faveur des politiques climatiques inclusives qui prennent en compte les besoins des victimes du changement climatique.** Cette action ne peut être mise en œuvre que par les OSC notamment les ONG. Avec des argumentaires basés sur des évidences scientifiques, il s'agira d'aller vers les parlementaires, les conseillers et haut-conseillers des collectivités territoriales d'une part, et d'autre part, aller vers la création d'une large coalition d'OSC pour des politiques climatiques redevables.

ACCÈS AU FINANCEMENT

- 1. Permettre un accès adapté aux financements, tels que des microcrédits ou des subventions, aux organisations communautaires et féminines** afin de réagir aux chocs climatiques qui mettent en péril leurs activités de production. Ainsi, les moyens de subsistance sont préservés au sein des ménages. La résilience sera également à portée. La perspective de l'économie sociale et solidaire est un créneau pour la résilience des femmes et la revivification des solidarités sociales au sein des communautés.
- 2. Faciliter l'accès des collectivités territoriales côtières aux mécanismes de financement pour mettre en œuvre des projets locaux d'adaptation.** La soumission aux fonds verts nécessite une haute expertise dans les procédures et les échéances. Il est indispensable de faire un renforcement de capacité dans la maîtrise des outils de demande de financement. Il en est de même du développement de partenariats multi-acteurs afin de se donner plus de chance dans la réussite des projets d'envergure de l'adaptation au changement climatique.

ACTIONS PRIORITAIRES AVEC LES MÉDIA

Des recommandations sur les leviers à utiliser pour que les médias améliorent la sensibilisation des communautés en faveur d'un changement comportemental pour une meilleure adaptation au changement climatique :

- 1. Utiliser le pouvoir des médias pour encourager les populations à exiger des actions concrètes en matière de changement climatique de la part des élus territoriaux et des entreprises implantées dans différentes localités.** Pour ce faire, il est essentiel de mettre en place une stratégie de communication efficace. Tout d'abord, il faut élaborer des campagnes médiatiques percutantes, mettant en avant les enjeux climatiques locaux et les solutions possibles. Ensuite, il convient de collaborer avec divers médias, notamment des journaux, des stations de radio, des chaînes de télévision, des blogs, et les réseaux sociaux, pour diffuser ces messages. La narration d'histoires personnelles et de témoignages de personnes impactées par le changement climatique peut susciter une plus grande empathie et mobilisation. Il est également important de présenter des exemples de bonnes pratiques, montrant comment certaines communautés s'engagent déjà en faveur de l'environnement. En organisant des événements médiatiques et en faisant appel à des influenceurs locaux, on peut sensibiliser davantage le public. En parallèle, il est essentiel d'éduquer le public en fournissant des informations factuelles sur le changement climatique et en expliquant comment les citoyens peuvent contribuer à lutter contre ce problème. Enfin, en encourageant la participation citoyenne à travers des pétitions, des manifestations,

et des contacts directs avec les communautés, on peut de faire pression pour des actions concrètes.

2. **Promouvoir la sensibilisation aux enjeux climatiques et à la gestion des risques liés au climat en utilisant les plateformes de médias sociaux.** Elles offrent des moyens efficaces de diffuser des informations climatiques et de mettre en œuvre des stratégies de communication innovantes, telles que la création de capsules vidéo, pour atteindre un public plus large et engagé.
3. **Organiser des campagnes de sensibilisation régulières, notamment des semaines du climat ou des jours de sensibilisation spécifiques,** pour maintenir l'attention sur le problème du changement climatique. Pour cela, il faudra une approche locale afin de favoriser la participation des populations. Les rencontres des OCB et des organisations de femmes et de jeunes peuvent servir de cadre spécifique de discussion, de partage et de mobilisation.
4. **Inviter des experts en climatologie, en environnement, en socio-anthropologie, en développement durable, en théorie du changement, en prospective... dans les médias** pour expliquer de manière crédible et accessible les enjeux liés au changement climatique et les solutions possibles. OXFAM peut par exemple nouer un partenariat scientifique avec des experts et stratégique avec des médias pour dérouler un cycle d'émission sur le sujet.
5. **Prévoir une formation en faveur des journalistes dans le domaine de l'environnement.** A la fin, un réseau de journalistes environnementaux peut être créé et entretenu pour le traitement médiatique efficient des questions environnementales.
6. **Promouvoir une communication claire, accessible et adaptée au changement climatique en fonction des populations cibles, en évitant au mieux le jargon scientifique.** Pour cela, on peut utiliser d'une part des images et des photographies interactives et, d'autre part, les langues locales en faisant l'effort de traduire les concepts associés au changement climatique.
7. **Utiliser des récits directement inspirés de la vie des populations afin de communiquer les impacts du changement climatique et les solutions innovantes** en matière d'adaptation. Cela revient, en réalité, à développer un narratif qui parle aux cultures des populations plus que le discours expert.
8. **Réaliser des tubes avec de jeunes artistes inspirants et influenceurs auprès de la jeunesse et des femmes.** Avec un court texte mais riche et profond, un refrain peut être composé en plusieurs langues nationales pour toucher davantage de cibles.
9. **Développer un schéma de théorie du changement orienté vers la prise de conscience et la dissémination des bonnes pratiques.** Cette tâche ne peut s'accomplir sans une certaine pédagogie pour l'acceptation sociale d'un changement de comportement. En diffusant des spots publicitaires ou des publireportages, les populations peuvent être amenées à s'approprier les mesures de préservation et de conservation des ressources naturelles.

Promouvoir une communication claire, accessible et adaptée au changement climatique en fonction des populations cibles...



OXFAM

Oxfam est une confédération internationale composée de 21 organisations qui, aux côtés de ses partenaires et alliés, vient en aide à des millions de personnes dans le monde. Ensemble, ils luttent contre les inégalités afin de mettre un terme à la pauvreté et à l'injustice, maintenant et sur le long terme, pour un avenir à égalité. Pour plus d'informations, veuillez contacter l'une des organisations ou vous rendre sur www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam Colombie (www.oxfamcolombia.org)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
KEDV (www.kedv.org.tr)

OXFAM au Sénégal

171, Rue MZ 210 Fenêtre Mermoz | BP 7200 | Dakar, Sénégal

Tel: (+221) 33 869 02 99

